

18^e CONFÉRENCE D'ACTUALITÉ

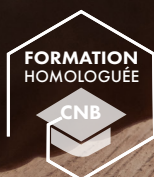
DROIT DES CONTRATS

***Maîtrisez toute l'actualité légale, jurisprudentielle
et les nouvelles pratiques contractuelles 2026***

10%

DE RÉDUCTION HT

POUR TOUTE INSCRIPTION
REÇUE AVANT LE
30/07/2026 (REDUC10)



Cette formation homologuée s'est
déroulée conformément aux modalités
de mise en œuvre arrêtées par le
Conseil national des barreaux



Éligible au plan de développement des compétences

www.efe.fr

Droit des contrats : maîtrisez toute l'actualité légale, jurisprudentielle et les nouvelles pratiques 2026



La 18^e conférence d'actualité du droit des contrats permet de synthétiser **toute l'actualité légale, jurisprudentielle et les nouvelles pratiques contractuelles 2026**

Que l'on envisage **l'étendue du devoir d'information, les critères retenus pour démontrer l'existence de pourparlers, l'utilisation judiciaire des mécanismes de contrôle de l'équilibre contractuel, le rôle du juge dans la détermination du prix ou encore les limites des restitutions en cas de prononcé de la nullité...** Il est essentiel de maîtriser les impacts concrets des nouvelles jurisprudences lors de la conclusion de vos accords.

D'autre part, il est nécessaire d'anticiper les difficultés d'exécution des contrats en intégrant toutes les nouveautés 2026, notamment **les conséquences d'un paiement volontaire**, les **nouveaux risques et l'étendue de la réparation en matière de responsabilité contractuelle** ou encore les **nouvelles hypothèses de résolution**.

D'éminents professeur de droit et avocats reconnus pour leur technicité en droit des contrats vous permettront de maîtriser tous les nouveaux textes, les nouvelles décisions en la matière et de pouvoir anticiper les changements qui se dessinent dans la pratique contractuelle 2026/2027, **le jeudi 15 octobre 2026 en présentiel et en distanciel**.

Johanne COUTIER

Directeur Adjoint

Département Droit des Affaires - Fiscalité - Banque - Assurance



POUR QUI ?

- Directeurs juridiques, juristes et leurs collaborateurs
- Négociateurs et rédacteurs de contrats dans les entreprises
- Avocats, juristes et conseils

POURQUOI ?

- Maîtrisez l'actualité et les nouvelles pratiques 2026 de négociation et de rédaction de vos contrats avec d'éminents Professeurs de droit et Avocats
- Devoir d'information, équilibre contractuel, détermination du prix, sanctions retenues en cas de nullité du contrat : intégrez toutes les nouvelles jurisprudences et mesurez leurs conséquences dans vos négociations et rédactions contractuelles 2026
- Détermination du prix, exécution, risques et étendue de la réparation en cas de responsabilité contractuelle : quelles nouveautés 2026 en matière d'exécution ?

COMMENT ?

- **Une documentation détaillée** vous est remise au début de la conférence afin de faciliter l'assimilation des connaissances et permettre de disposer d'un outil de travail
- **Une conférence animée par un professeur agrégé** des facultés de droit, ponctuées par des **ateliers pratiques animés par des avocats spécialistes** du droit des contrats
- **Débats questions/réponses** tout au long de la conférence

LES ACQUIS

- Intégrez toute l'actualité légale, jurisprudentielle et les nouvelles clauses apparues dans la pratique contractuelle 2026
- Faites le point sur les nouvelles techniques rédactionnelles
- Analysez la jurisprudence de l'année en matière de droit des contrats

JOURNÉE ANIMÉE PAR :



Augustin AYNÈS

Professeur des Universités

Directeur du Master II Droit et pratique des contrats d'affaires
UNIVERSITÉ PARIS EST - CRÉTEIL

AVEC LA PARTICIPATION DE :



Joseph VOGEL

Avocat Associé

VOGEL & VOGEL



Clémence LEMÉTAIS

D'ORMESSON

Avocat Associé

UGGC AVOCATS

8h45 Accueil des participants

EN PRATIQUE, COMMENT VOUS ASSURER DE LA VALIDITÉ ET DE L'EFFICACITÉ DE VOS CONTRATS EN 2026 ?

Consentement : comment garantir son intégrité ?

- Déterminez le domaine de l'obligation précontractuelle d'information
- Quelles sont les informations qui doivent être communiquées ? Qu'est-ce qu'une « information déterminante » ? Comment prouver qu'une information était déterminante ?
Cass. com., 27 novembre 2025
- Comment se défendre par rapport à une demande de dommages-intérêts fondée sur un défaut d'information ? Illustration par un contentieux en cours anonymisé
- Comment faire face à un cumul de devoirs d'information ? Droit commun des contrats et loi Doubin

Formation du contrat : comment sécuriser les pourparlers ?

- Quels sont les critères d'existence d'une véritable offre ? Comme la distinguer d'une simple invitation à négocier ?
Cass. com., 17 septembre 2025
- Quelles précautions prendre pour éviter d'être responsable d'une rupture abusive dans les négociations ?

Contenu du contrat : anticipez l'utilisation judiciaire des mécanismes de contrôle de l'équilibre contractuel, spécialement ceux issus de l'ordonnance du 10 février 2016

- Quel est le domaine respectif des divers instruments de contrôle de l'équilibre contractuel ?
Cass. com., 13 mai 2026
- Comment est apprécié le déséquilibre significatif ? L'absence de réciprocité est-il suffisant ?
- Comment se défendre par rapport à un grief de soumission à un déséquilibre significatif ?

Contenu du contrat : déterminez les éléments devant être convenus dès la conclusion du contrat et la place pouvant être laissée à la volonté unilatérale

- Quel rôle le juge peut-il jouer dans la détermination du prix ?
Cass. com., 4 juin 2025
- Quel doit être le degré de précision dans la désignation de l'objet des obligations des parties qu'il soit déterminé ou déterminable ?
Cass. com., 17 septembre 2025
- Quelles portée et limites actuelles des moyens juridiques de contestation du prix ?

Contenu du contrat et transaction : quel domaine pour les renonciations ?

- Comment doivent s'interpréter les clauses de renonciation et peuvent-elles s'appliquer à une action en responsabilité délictuelle ?
Cass. Com., 11 février 2026
- Est-il possible de transiger au sujet d'une règle d'ordre public ? Faut-il connaître précisément les droits auquel on renonce ?
Cass. com., 13 mai 2026
- Les pièges de la transaction en cas de rupture de relations commerciales établies et de contrats d'agence

Prohibition des conditions potestatives : quelle portée ?

- Quelles limites de la potestativité ?
Cass. com., 11 février 2026

Sanctions des conditions de formation : quelles incidences pratiques ?

- Nature de la nullité encourue
- Effets du prononcé de la nullité : quelle est l'étendue des restitutions que se doivent les parties ? Les restitutions sont-elles exclusives d'une action en responsabilité ? Quel est le préjudice indemnisable ?
- Exception de nullité : Quel est le sens de l'exigence que le contrat n'ait pas reçu un début d'exécution ?
Cass. com., 17 septembre 2025
- Quelle nécessité de limiter les restitutions pour éviter un enrichissement injustifié du demandeur à l'action ?

12h30 Déjeuner

GARANTISSEZ L'EXÉCUTION DE VOS CONTRATS ET ANTICIPEZ LES INCIDENCES DE L'INEXÉCUTION

Païement et exécution : mesurer les incidences d'un paiement volontaire

- Quelle conséquence en cas de paiement d'une dette prescrite ?
Cass. 1^{ère} civ., 26 novembre 2025
- Quel domaine pour la subrogation légale en cas de paiement par un tiers ?
Cass. 1^{ère} civ., 13 novembre 2025
Cass. 2^{ème} civ., 27 novembre 2025

Quel délai pour agir en cas d'inexécution ?

- Le cas des obligations continue : vers une imprescriptibilité ?
Cass. 3^{ème} civ., 10 juillet 2025
Cass. 1^{ère} civ., 3 septembre 2025
Cass. 3^{ème} civ., 5 mars 2026

Neutraliser la fraude de son débiteur : quel domaine pour l'action paulienne ? Quelles conditions quant à la créance ?

Cass. com., 26 juin 2025

Responsabilité contractuelle : maîtrisez les risques (tiers victime, action récursoire)

- Quelles sont les limites susceptibles d'être opposées à l'action du tiers, victime de l'inexécution ? Est-il utile et judicieux de stipuler des clauses limitatives ? Quelles précautions rédactionnelles prendre ? Quels sont les clauses opposables au tiers ?
Cass. com., 17 décembre 2025

Responsabilité contractuelle : mesurer l'étendue de la réparation.

- Résiliation fautive du contrat : quel est le préjudice indemnisable ?
Cass. com., 3 décembre 2025
Cass. com., 13 mai 2026
- Clause pénale et clause de dédit : comment les distinguer ?
Cass. 2^{ème} civ., 18 décembre 2025

Comment circonscrire les hypothèses de résolution ?

- Quelle situation peut justifier la résiliation pour inexécution ? Quels caractères doit avoir l'inexécution ? Quelles incidences a la survenance d'un cas de force majeure ?
Cass. com., 26 mars 2026
- Mise en œuvre d'une résolution pour inexécution : faut-il une mise en demeure préalable ?

17h30 Clôture de la conférence

**POUR VOUS INSCRIRE
SCANNEZ CE QR-CODE**

ou rendez-vous sur le site www.efe.fr



Vous recevrez cette information de la part de EFE.
Si vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations de la part d'EFE :
DPO - 18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris ou correctionbdd@abilways.com.

Rejoignez EFE sur LinkedIn



EFE - Edition Formation Entreprise

INFORMATIONS PRATIQUES

DATE ET LIEU DE LA CONFÉRENCE

Jeudi 15 octobre 2026

Paris ou à distance

Le lieu de la conférence vous sera communiqué sur la convocation qui vous sera transmise 10 jours avant la date de la conférence

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

EFE - Département formation
18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris
serviceclient@abilways.com - www.efe.fr
Tél. : 01 85 53 27 11

RENSEIGNEMENTS PROGRAMME

Posez vos questions à Johanne Coutier

Tél. : 06 62 77 35 06 • jcoutier@efe.fr

PARTICIPATION (TVA 20 %)

1 095 € HT

**10 % HT de réduction pour toute inscription avant le
30/07/2026 (code REDUC10)**

Ce prix comprend le déjeuner, les rafraîchissements et les documents remis pendant la conférence.

les acteurs de
la compétence

Membre de la Fédération
Les acteurs de la Compétence

